



Marchés et morale
du nouveau millénaire
À nouvelle économie,
agriculture nouvelle... 1

Production piscicole en Afrique
La pisciculture encore
entre deux eaux 3

Les femmes et le pouvoir
La longue marche 4

EN BREF 6

REPÈRES 10

PUBLICATIONS 11

ENTRE NOUS 14

POINT DE VUE

Marions le savoir des cultivateurs
à celui des scientifiques 16

Site Web : www.cta.nl



Dans ce numéro

Au moment où ce
numéro de Spore vous
parvient, les

représentants des États du groupe
Afrique Caraïbes, Pacifique, ainsi que
ceux des États membres de l'Union
européenne sont en train de mettre la
dernière main à l'accord qui succédera
à la convention de Lomé. Ce nouvel
accord sera le cadre de leur
coopération pour les vingt prochaines
années; nous en reparlerons dans
notre prochain numéro.

Une façon de décrire le volet agricole
du nouvel accord pourrait être
"la conservation et la gestion des
ressources naturelles pour une
production agricole durable
permettant d'améliorer la sécurité
alimentaire et la nutrition".
Un concept apparu au cours de
la réflexion que le CTA a menée
sur la détermination des priorités.
Ces priorités, et les valeurs qui les
sous-tendent, sont au cœur d'une
lettre de lecteur, de notre article
principal et du suivant consacré aux
femmes. Dans ce Spore également
les poissons bien élevés ont leur page,
de même que l'habituel cocktail
de nouvelles et le point de vue d'un
lecteur sur le bon sens de l'agriculteur.

Illustration Lukino



Marchés et morale du nouveau millénaire

À nouvelle économie, agriculture nouvelle...

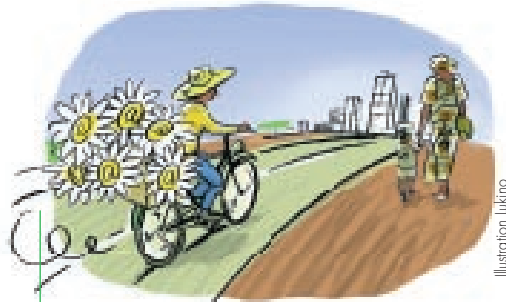
Cette première année du nouveau millénaire retentit de discours
vantant la "nouvelle économie" et ses nouvelles recettes pour
devenir riche et célèbre. Et pourquoi pas heureux...

Ce ne sont pas les seules nouveautés au programme : ici et là,
poussent les germes d'une "nouvelle agriculture".

Vous ne l'avez peut-être pas encore
remarqué, mais une révolution est en
cours. Vous ne vous en êtes peut-être pas
aperçu parce qu'elle ne se produit pas là où vous
êtes. Ou vous pensez peut-être que le monde
d'aujourd'hui n'est pas plus agité, plus résigné ou
plus confiant que par le passé. Peut-être avez-
vous raison. Mais l'histoire nous a appris qu'à se
demander "quelle révolution?" de nombreux
chefs politiques ont précipité leur retraite ou leur
exil et payé cher leur mépris. Observez donc,
disent certains : des changements s'opèrent dans
les pays en développement comme dans les pays
développés, et à un rythme si rapide qu'il faut
bien parler de révolution! Révolution?

L'Afrique, aussi multiple soit-elle, est la région
du monde où le taux de connexion à Internet
croît le plus vite; cela veut dire que le retard du

tout numérique est en cours de rattrapage, bien
qu'on souhaite les progrès plus rapides. En cet
an 2000, la participation africaine à la circula-
tion des savoirs et des informations s'accroît sen-
siblement tant à l'échelle des individus que des
organisations. En ce qui concerne l'agriculture,
un large éventail de sujets est déployé : débats
sur les organismes génétiquement modifiés
(OGM), réseaux de recherche spécialisés,
échanges entre groupes féminins d'épargne et
de crédit ou encore contributions importantes à
des événements mondiaux comme la réunion de
la commission des Nations unies sur le dévelop-
pement agricole durable en avril 2000. Aujourd'hui, dans les pays ACP, un abonné à
Spore sur huit dispose d'une adresse électro-
nique. Ce sera peut-être un sur deux d'ici à la fin
de l'année.



La nouvelle économie, symbolisée par le signe @ utilisé dans les adresses de courrier électronique, permet de nouveaux échanges entre producteurs et consommateurs. Alors, en selle !

En Guyana, la révolution de l'information a récemment offert une nouvelle occasion à un groupement de femmes Wapishana et Macushi d'augmenter ses revenus grâce à un projet lancé fin 1998 par la compagnie téléphonique d'État. Elles vendaient sur Internet l'artisanat produit par de petits ateliers ruraux qu'elles avaient créés. Magnifique exemple d'une communauté agricole à la conquête du marché ! Mais au tout début de l'année 2000, leur succès menaçait les pouvoirs locaux traditionnels, qui voulurent contrôler ces jeunes femmes entreprenantes : leur affaire s'effondra, donnant lieu au commentaire suivant : "le progrès économique n'est pas qu'une affaire de technologie et de marché ; plus fondamentalement, il s'agit de relations humaines".

Retour au bon vieux temps

Le sens de l'humain semble de retour après un long exil au pays sans âme du monétarisme et de l'ajustement structurel. Ce sont des interventions humaines qui ont récemment ramené à la raison et parfois même bloqué quelques initiatives pourtant d'envergure. Parfois mal orientées, souvent mal informées, ces interventions n'en étaient pas moins spontanées, pleines d'espoir et de chaleur humaine. Les négociations de l'OMC se sont effondrées dans la pagaille en décembre 1999 à Seattle, sous la pression d'un front uni du tiers-monde, de manifestations de rue massives et d'une certaine incompétence politique interne.

En avril 2000, l'assemblée conjointe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire inter-

national qui se tenait à Washington a été troublée par une explosion de ressentiment populaire dans la rue, que ces institutions n'avaient pas vu venir, aveuglées qu'elles sont par leur propre rhétorique. Pour des observateurs avisés, les slogans comme "faites l'amour, pas des prêts" marquent l'émergence d'une nouvelle vague d'idéalisme juvénile qui ébranle le monde entier, rural ou urbain. Ces révoltes de l'espoir ont été organisées grâce à Internet, qui a permis une plus grande participation des groupes et des gouvernements du Sud.

Il se passe bel et bien quelque chose de nouveau : le développement exponentiel de l'Internet a créé la "nouvelle économie". Des fournisseurs locaux ont soudain accès au marché mondial, et plus seulement à leur voisinage. Du jour au lendemain, le petit entre dans la cour des grands, et le grand... peut redevenir petit. Des négociations régionales ou internationales qui prenaient naguère des semaines ou des mois sont aujourd'hui réglées en quelques heures, qu'il s'agisse d'accords d'import-export ou d'échanges entre communautés scientifiques ou organisations paysannes ACP. Nouvelle économie, cela peut aussi signifier nouvelle agriculture.

Les échos dans la presse

Le sentiment qu'un changement est dans l'air se retrouve dans la plupart des réflexions sur l'agriculture diffusées ces derniers mois. Le supplément spécial de *Spore* "Des scénarios pour l'agriculture ACP : dans la ronde de la vie" mentionnait plusieurs problèmes clés du futur (voir l'encadré ci-dessous).

D'autres documents publiés à l'occasion de l'an 2000, récemment recensés par *Spore*, emploient volontiers le terme "révolution". Par exemple, la révolution de l'élevage annoncée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), basé à Washington, prévoit un doublement de la consommation de viande dans les pays en développement, s'accompagnant d'une augmentation de la demande en céréales. L'agriculture "agroécologique" va s'enraciner, prévoit aussi l'IFPRI avec enthousiasme et le magazine *The Economist* souligne à son tour que la plupart des agricultures du Sud sont prêtes pour une approche holistique comme celle de l'agroécologie. Toutefois, beaucoup de revues s'accordent à dire que des opérations fondamentales comme le compostage ou le paillage doivent faire place à de nouvelles techniques agroécologiques moins exigeantes en main-d'œuvre et en surfaces. Il y a là un défi pour des recherches davantage axées sur certaines formes de biotechnologie qui puissent maximiser la productivité de telles méthodes. De même, l'agriculture biologique a été largement citée, mais comme une façon de mieux gérer les ressources naturelles et de produire une nourriture saine et agréable, plutôt que comme un secteur réservant de grands profits financiers dans le futur. C'est la loi du marché : les produits bio, aujourd'hui objets de mode et de caprice, seront bientôt ordinaires. C'en sera alors fini des grandes marges de profit.

Parmi les discours de l'an 2000, les problèmes clés le plus souvent mentionnés sont ceux que

nous citons dans *Spore*, plus quelques-uns que nous avons choisi de ne pas citer, ou d'évoquer à peine. Ainsi, notre plaidoyer pour des stratégies respectueuses des "savoirs autochtones" mais visant à les dépasser n'a pas eu d'écho dans les médias pourtant fascinés par le local et l'autochtone ; avons-nous tort, ou avons-nous raison trop tôt ?

Les vraies valeurs

Nous sommes en revanche passés à côté d'une nouvelle approche de l'agriculture qui va sans aucun doute se répandre dans les pays ACP durant la prochaine décennie. L'agriculture de précision débarque : grâce à des techniques de pédologie et à des systèmes d'information géographique appropriés, les agriculteurs pourront mieux sélectionner les terres à cultiver, optimiser les apports d'eau et de semences, mieux organiser la récolte et le stockage. Mais avant que les paysans ACP n'adoptent l'agriculture de précision, il s'agit de résoudre les problèmes d'infrastructure, de formation, de soutien institutionnel. *The Economist* en convient, qui conclut son enquête spéciale par cette remarque : "pour que la recherche agricole réussisse, il faut aussi que de solides institutions fassent bien leur métier".



Les mots n'ont jamais nourri personne. On vend pour acheter, on achète pour vivre. Mieux vaut bien connaître les conditions du marché.

Nous avons donc absolument besoin d'institutions qui aient appris à être "pro-pauvres, pro-nature et pro-femmes", c'est du moins la suggestion de M. S. Swaminathan, lauréat du Prix mondial de l'alimentation et fervent défenseur de l'agriculture de précision pour les pauvres. Nous ajouterions même "pro-actives". La revue *Communautés africaines* publiée par APICA à Douala (Cameroun), a célébré à la fois ses vingt ans et l'an 2000 avec un vibrant appel encourageant la communication participative pour le développement durable, le partage des savoirs et le consensus. En tant que revue de développement, elle propose un contrat de performance aux lecteurs du terrain et de la société civile. "Aux uns et aux autres de conjuguer leurs efforts pour concilier au mieux l'universel et le particulier en ce temps de mondialisation."

L'engagement et la lucidité qui sont la marque de ce texte ont aussi sous-tendu la plupart des événements et prises de position des premiers mois du nouveau millénaire. Les gens sentent profondément qu'il faut remettre l'accent sur les valeurs, et plus seulement se soucier d'ajouter de la valeur financière. C'est un changement d'esprit, et un changement de rythme. Continuons dans ce sens.

Spore a sondé plus de 500 revues pour déceler parmi les "déclarations du millénaire" les thèmes et sujets majoritairement abordés en ce qui concerne le secteur agricole. Voici les plus importants.

- La productivité des sols
- L'irrigation et la conservation de l'eau
- L'énergie
- L'organisation des filières et la concertation entre les acteurs
- La gouvernance
- Les technologies de l'information et de la communication
- L'accroissement de la consommation de viande
- La culture agroécologique
- Au-delà de la prise en compte du "savoir indigène"
- L'agriculture de précision
- La tendance "pro-pauvre, pro-nature et pro-femmes".

Production piscicole en Afrique

La pisciculture encore entre deux eaux

“La pisciculture, c’est l’affaire de tous!” “Le poisson, c’est bon!”

Ces slogans vous rappellent sans doute quelque chose. C’était, dans les années 70, le ton enthousiaste des campagnes de promotion pour la pisciculture familiale. À l’époque, on pensait qu’il était facile d’élever du poisson à petite échelle, sur un modèle simple d’autoconsommation. Encouragés par la FAO et les organismes de développement, les paysans africains se sont mis à creuser des trous, à les remplir d’eau, à les empoissonner... En vain pour la plupart. Pour nourrir sa famille, il ne suffit pas, en effet, de jeter des tilapias dans l’eau.

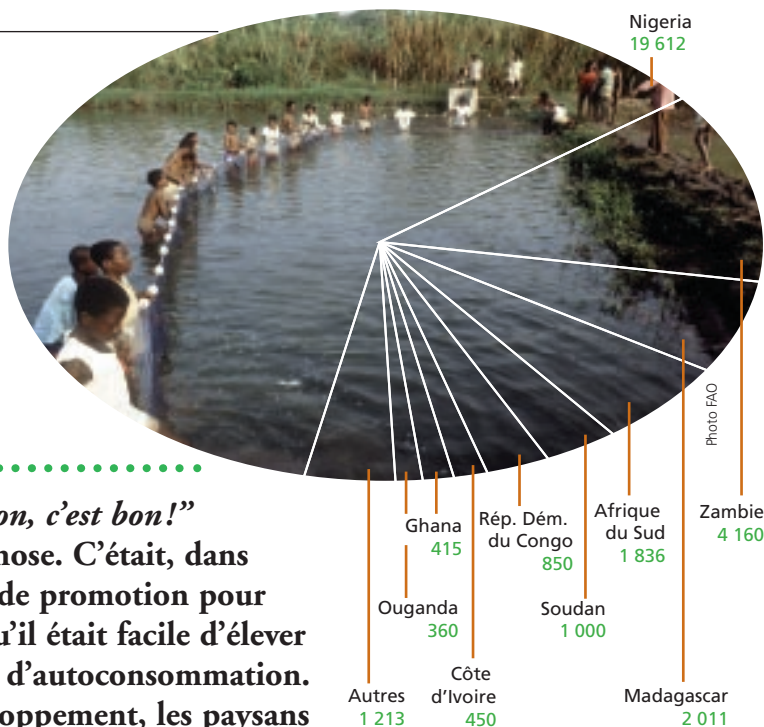
“Il n’y a pas de pisciculture facile!” s’indignent Jérôme Lazard et Olivier Mikolasek, chercheurs au département d’élevage du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). “Il y a des modèles qui marchent – ou pas – à tous les niveaux, de l’étang familial à l’exploitation de taille industrielle, de l’extensif à l’intensif. Les modèles performants ont en commun d’être adaptés au contexte naturel, social et économique. On ne peut pas se borner à jeter les tilapias dans un trou plein d’eau”. Sans nourriture adaptée, techniques de sexage¹ et prédateur, les poissons se multiplient, certes. Mais ils restent bien trop petits pour être appréciés du consommateur.

Des modèles de pisciculture qui ne marchent pas, l’Afrique en a trop connus au cours de ces dernières années. La pisciculture familiale n’a pas survécu au départ trop rapide des encadreurs. Faute de modèles adaptés et de suivi dans les encadrements et l’investissement, la pisciculture intensive à grande échelle a elle aussi connu des échecs cuisants dans les lagunes Ébrié et Aghien en Côte d’Ivoire, à Banfora au Burkina Faso, à Brazzaville au Congo, pour ne citer qu’eux. Parmi les grands projets, ceux qui perdurent ont été soutenus par de grandes entreprises forestières comme Improbos (Côte d’Ivoire) ou minières comme Comilog à Bakoumba (Gabon) ou Bamburi Cement au Kenya. Elles disposent en permanence de matériel (bulldozers, pompes) et d’un encadrement qui privilégie la mise en œuvre de modèles de production semi-intensifs.

Choisir la bonne taille

Entre la petite exploitation familiale trop fragile et les grands projets trop ambitieux, il y a eu heureusement un développement significatif d’exploitations périurbaines de taille moyenne tournées vers la commercialisation. “Plusieurs étangs de barrage de quelques ares chacun; du tilapia (*Oreochromis niloticus*) avec un prédateur (*Hemichromis fasciatus*), en polyculture avec du poisson-chat (*Heterobranchus isopterus*) ou *Heterotis niloticus*, nourris avec ce qui est disponible sur place, des résidus d’abattoir, par exemple, des fientes de volailles ou de la drèche² de brasserie : c’est ce qui marche le mieux, finalement”, relève Jérôme Lazard.

Intégrée ou non, extensive ou intensive, la pisciculture s’est développée spectaculairement à Madagascar, au Kenya et en Zambie sous l’aiguillon de petits entrepreneurs privés. C’est ce que souligne la FAO dans son rapport sur l’état de la pisciculture dans le monde³. On pourrait ajouter le Nigeria à cette liste, quoique ce géant à l’échelle de l’Afrique fasse figure de nain si on compare les 15 000 tonnes



La production piscicole africaine, pays par pays, en tonnes. Source : FAO 1995.

de poisson nigerian (en 1995) aux 25 millions de tonnes de la Chine⁴.

Une étude récente en Côte d’Ivoire, où une pisciculture périurbaine et rurale commence à prendre racine, montre que les modèles performants de pisciculture artisanale valorisent mieux la terre que le riz irrigué ou les cultures maraîchères⁵. Véritables fer-de-lance de la pisciculture, les entrepreneurs doivent pourtant être encouragés, encadrés et informés. Les participants à une récente visite d’étude de la pisciculture au Malawi (voir *Spore* 86) ont noté qu’il reste beaucoup à faire pour parler véritablement de développement durable du secteur. Nous sommes loin d’un développement autonome, endogène, particulièrement en Afrique de l’Ouest. Pour parvenir à une autonomie de production, les pisciculteurs doivent pouvoir acquérir un minimum de bagage technique et disposer de moyens d’investissement. Mais surtout, ils ne doivent pas rester isolés. Un véritable vivier de pisciculteurs favorisant des synergies entre pisciculteurs et agriculteurs, une ébauche de spécialisation (producteurs d’alevins) et enfin une organisation en associations professionnelles : telles sont les conditions à réunir pour que la pisciculture périurbaine et rurale devienne une activité très compétitive.

1. Chez les espèces comme le tilapia, on a intérêt à trier les alevins pour ne conserver que les mâles qui grossiront plus vite.
2. Un résidu de la transformation de l’orge en bière.
3. La situation mondiale des pêches et de l’aquaculture 1998. FAO, Rome, 1999. ISSN 1020-5497. Disponible également sur le site Web de la FAO : www.fao.org/fil
4. La production totale de l’Afrique représente environ 0,2 % de la production mondiale.
5. Jérôme Lazard, 1999. La pisciculture périurbaine en Afrique, in Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne. Actes de l’atelier CIRAD-CORAF, 20 au 20 avril 1998, Montpellier, France.

Voir p. 10 pour des sources d’information détaillées.



Plus de protéines et de bénéfices à l’hectare que pour le riz ou les légumes, mais pas sans mal...



Illustration J. Florentin

Depuis longtemps il y a des femmes entrepreneurs. La féminisation passe par tout autre chose.

"Accéder à la reconnaissance"



Safiétou Diop

"Au Sénégal, il y a une recrudescence d'organisations féminines et de mouvements associatifs dans les quartiers populaires. Les femmes s'organisent contre la pauvreté qui les touche plus lourdement que les hommes. L'illettrisme, l'absence de formation, l'isolement, mais surtout la méconnaissance des droits et des législations participent à cette pauvreté des femmes". Safiétou est présidente du réseau Siggil Jigee qui regroupe 16 associations toutes concernées par les questions de défense et de promotion des droits des femmes au Sénégal. "Je suis née en 1964, poursuit-elle. Je suis issue d'un milieu rétrograde; mon père est Imam et ma mère ménagère. J'ai fait des études jusqu'en terminale et je suis rentrée dans une école professionnelle pour devenir éducatrice populaire. Ce qui m'a toujours révoltée, c'est l'exploitation des femmes par les hommes. Quand j'ai pris conscience de ma propre situation, je me suis rendu compte que les femmes ne connaissent pas leurs droits. Voilà pourquoi je me bats. Notre réseau regroupe un quart de femmes agricultrices qui bénéficient d'au moins 80 % de nos actions. Nous cadrons nos projets sur la défense et la promotion des lois qui contribuent à l'égalité des sexes et nos enquêtes en ce domaine s'adressent aux décideurs et aux leaders d'opinion. Qu'il soit reconnu que les femmes peuvent travailler et participer à une décision et que cette reconnaissance fasse sortir la femme de l'ombre, voilà notre objectif."

Les femmes et le pouvoir

La longue marche

Accéder à l'éducation, à l'information, au financement, maîtriser l'utilisation des nouvelles technologies : telles sont les marches que les femmes des pays ACP doivent gravir pour pouvoir décider – dans un premier temps – de leur propre sort.

Beaucoup d'entre elles ont ouvert une brèche dans la conception traditionnelle qui occulte le principe même de l'égalité des sexes et cantonne encore les femmes dans un rôle de second plan.

D'autres suivent, et ce n'est pas fini!

Dans les pays ACP, les femmes commencent enfin à sortir de leur "invisibilité"¹. De conférences en résolutions, de commissions en forums, un savoir sur leur rôle économique et social s'est peu à peu constitué depuis des décennies. Les discours sur le développement les incluent désormais dans leurs énoncés. Le concept de genre – qui recouvre une stratégie d'intégration des femmes dans le développement – sème un peu partout ses germes. L'année de la Femme en 1975 a probablement déclenché un mouvement que la Conférence internationale de Beijing en 1995 a rendu irréversible.

Les femmes marchent. Elles ne vont pas toutes au même pas, et si nombre d'entre elles restent encore "à la traîne", elles sont quand même de plus en plus nombreuses à sortir de leur isolement pour se regrouper sous la bannière de quelques têtes d'affiches convaincues que le pouvoir, c'est d'abord l'union.

Oui, mais... Le clivage est flagrant entre les citadines et les rurales, entre les mariées et les veuves, entre les secrétaires et celles qui avouent pudiquement n'être que "femmes au

foyer" dans leur village, entre les Africaines et leurs sœurs des Caraïbes ou du Pacifique.

Le poids des traditions (dont beaucoup de femmes se font encore complices) et celui de l'Histoire, des religions et des cultures ajoutent à ces disparités. À elle seule la terminologie utilisée pour parler des femmes, qu'il s'agisse de développement ou de pouvoir, en dit long sur les différences de mentalités et le dynamisme qui président aux actions entreprises en leur faveur. Les Anglo-saxons regroupent ces actions sous l'appellation "Women in development" (littéralement "Femmes dans le développement"); les francophones préfèrent encore "Femmes et développement". Les uns parlent d'*empowerment* ("renforcement du pouvoir"), les autres d'accès au pouvoir. Par-delà ces nuances linguistiques, une question se pose : les femmes sont-elles "dans" le pouvoir ou tout juste à côté, dans des structures gouvernementales considérées la plupart du temps comme de simples mécanismes de coordination?

Ici et là, des ministères pour la Condition de la femme, ou encore de la Famille, de l'Action sociale et de la Solidarité nationale

"Permettre aux femmes de maîtriser l'utilisation des TIC* est d'un apport notable pour leur plein épanouissement"



Gisèle Mankamte Yitamben

Elle a hérité de son père, ingénieur en télécommunications, la passion de communiquer et un intérêt quasi-militant pour les nouvelles technologies de communication. Elle finit actuellement son doctorat d'État en économie internationale à l'université de Strasbourg (France) et assure parallèlement ses fonctions de secrétaire exécutive de l'ASAFE. Cette Association pour le soutien et l'appui à la femme entrepreneur regroupe aujourd'hui près de 4000 membres au Cameroun et au-delà. Pour Gisèle, le troisième millénaire étant par excellence celui des télécommunications, il est impératif pour la femme de maîtriser l'utilisation des TIC. C'est elle qui participait, à la tête de l'ASAFE, au "1^{er} cyberforum des femmes entrepreneurs d'Afrique et de la diaspora". Cette rencontre s'est déroulée en novembre 1999 à Douala (Cameroun). Elle a réuni pendant six jours plus de cent femmes venues des quatre coins du monde échanger leur savoir-faire et leurs expériences. "Le pouvoir n'est pas affaire personnelle, affirme Gisèle. Je bénéficie d'une aura parce que j'ai un certain niveau d'éducation, mais c'est ensemble que nous avons le pouvoir de changer les choses pour que les parents aient les moyens d'apporter une éducation de base à leurs filles et pour que les femmes aient accès à l'information y compris dans les zones rurales. Ce premier cyberforum, par exemple, a permis à une femme béninoise qui fabriquait manuellement des noix de cajou séchées avec six personnes de trouver grâce à Internet un marché aux États-Unis. Il faut qu'elle trouve un financement pour s'équiper de façon plus moderne et embaucher du personnel : la diaspora y pourvoira."

* Technologies de l'information et de la communication.

ont fleuri dans les capitales. Ils sont gérés par une femme, bien sûr, mais c'est dans tous les ministères et dans toutes les sphères de décision économiques et politiques que les femmes, notamment les femmes rurales, devraient être présentes, sinon représentées. Nous n'y sommes pas encore...

Des voix ouvrent la voie

Qu'elles soient agricultrices, commerçantes ou transformatrices de produits agroalimentaires, les femmes des pays ACP, considérées, on le sait, comme un des "leviers" essentiels du développement, sont paradoxalement confrontées à des obstacles majeurs tels que l'accès au crédit et à la terre. La discrimination est flagrante à leur égard au Honduras et au Costa Rica, où 28 % des femmes ayant sollicité des terres ont obtenu satisfaction contre 61 % des hommes. En Jamaïque, elles ne reçoivent que 5 % des prêts accordés par la Banque du crédit agricole. Toutefois, des organismes privés, comme les Fonds Self-Start Fund et Solidarity, leur ouvrent de plus en plus facilement les portes du crédit. Au Suriname, les femmes n'ont pas le droit de recevoir un crédit directement et doivent passer par l'intermédiaire de leur mari ou d'un parent. En Afrique, elles sont encore un bien qu'on peut léguer : tout comme la terre sur laquelle elles s'acharnent, elles passent des mains du défunt mari à celles du frère.

En attendant des réformes fondamentales, des femmes ouvrent une voie parallèle à celles des organismes publics. Elles ont fait des études. Elles sont souvent issues de milieux dits "favorisés". Elles connaissent le monde des ONG et des bailleurs de fonds et leur fonctionnement. Elles sont journalistes, chefs d'entreprise, directrices de radios locales. Par leur intermédiaire, une dynamique fait progressivement tâche d'huile jusqu'au cœur des villages où l'on comprend enfin que l'union fait la force.



Illustration J. Florentin

Le renforcement du pouvoir des femmes passe par la formation.

1. Voir publications p.12 :

Le genre : un outil nécessaire.



ASAFE

BP 5213

Douala

CAMEROUN

Fax : + 237 42 29 70

E-mail : asafe@camnet.com

Famafrique, réseau internet des principaux réseaux et associations des femmes d'Afrique francophone, espace d'information et de ressources sur le

développement pour les femmes.

Site Web : www.famafrique.org

Réseau Siggil Jigee

BP 10137

Dakar - SÉNÉGAL

Fax : + 221 825 32 38

E-mail : sjigee@telecomplus.sn

Site Web : www.famafrique.org/sjigee.html

Association des femmes Pag-la-Yiri
09 BP 335

Ouagadougou - BURKINA FASO

Fax : + 226 31 24 21



Franceline Oubda, créatrice et animatrice de l'émission télévisée "Femmes et développement", devenue "Paroles de femmes" au Burkina Faso. La FAO lui a remis en 1993 le prix Boerma

qui récompense un communicateur ayant réussi à sensibiliser l'opinion internationale sur les problèmes alimentaires mondiaux

"Le savoir est une composante incontournable du pouvoir. Quand on a la main sur l'information, qu'il s'agisse de presse, de radio ou de télé, on détient le pouvoir de faire savoir, de dire et de faire dire, de véhiculer une information, de faire communiquer. L'image est le plus convaincant des vecteurs. Je me suis engagée pour la cause des femmes. Mais pour qu'elles réussissent, il ne faut pas qu'elles prennent les hommes pour antagonistes. Je fais donc parler tout le monde."

Forcer les portes du crédit

"Aux Caraïbes, les programmes de financement rural pour les petits agriculteurs sont rares. Les femmes sont confrontées à des contraintes tant au niveau de la demande que de l'octroi de crédits. Des efforts ont été accomplis pour élargir les facilités de prêts aux femmes, aux micro-entreprises et au secteur informel. Mais ces actions se sont concentrées sur l'élimination des restrictions liées aux possibilités de financement et ont négligé les obstacles entravant la capacité à demander un crédit. Selon les statistiques officielles, le taux d'accès des femmes aux systèmes formels de crédit en Amérique centrale est très bas : il s'inscrit dans une fourchette allant de 14 % à 30 %."

Maria Randriamananjy, Service des femmes dans le développement à la FAO.

Extrait de "Politiques en faveur des femmes rurales en Amérique latine et Caraïbes", in Femmes rurales et sécurité alimentaire, page 119, FAO, 1999



Jeanne-Agnès Bado, directrice d'une petite entreprise de matériaux locaux de construction à Ouagadougou, Burkina Faso

ou la caution d'une organisation quelle qu'elle soit exigent en priorité d'avoir eu accès à l'instruction. L'entrave majeure des femmes au financement, c'est l'analphabétisme."

"L'argent, on l'a ou on ne l'a pas au départ, mais on accède plus sûrement au financement si on est en mesure de connaître ses droits, d'élaborer un projet, de le mettre sur écrit. Pour financer mes équipements, j'ai reçu l'appui des caisses populaires et du Bureau international du travail. Présenter un dossier crédible, obtenir l'aval d'une institution reconnue

Salé, le riz !

■ Pour lutter contre des mauvaises herbes, des riziculteurs du nord de la Thaïlande ont mis au point un herbicide issu d'une solution de sel de cuisine (60g NaCl par litre d'eau). Des chercheurs ont étudié très sérieusement la technique, d'une excellente efficacité. Elle permet de contrôler les adventices majeures (*Asteraceae*, *Compositae*) et favorise l'accumulation de biomasse. Dans les conditions locales d'utilisation (un seul traitement par cycle, non répété l'année suivante, sous un climat tropical humide), cet herbicide "maison" ne dégrade pas le milieu et permet d'économiser la main-d'œuvre.

📧 Guy Trebuil
CIRAD-CA, avenue Agropolis
34398 Montpellier
Cedex 5 – FRANCE
E-mail : guy.trebuil@cirad.fr

L'Angola revient au café

■ La guerre civile a conduit l'Angola à importer du café alors qu'il était un important producteur (204 000 t en 1970). En 1999, il en a produit 5 200 t, à peine de quoi couvrir les besoins locaux. L'OIC (Organisation internationale du café) met en place, à partir de la province de Kwanza Sul, un projet-pilote destiné à relancer la filière ravagée par la guerre : restauration des plantations, aide financière et technique aux anciens producteurs. Le projet, 8 millions de dollars US (8 millions d'Euros), est financé par le CFC (Fonds commun des Nations unies pour les matières premières).

Marchés tropicaux et méditerranéens, 4 février 2000

La guerre des insectes

■ La cochenille *Maconellicoccus hirsutus*, originaire d'Asie, envahit depuis 1994 les Caraïbes, le sud des États-Unis et le nord de l'Amérique latine (dont le Guyana). Elle provoque de gros dégâts à de nombreuses espèces végétales en déformant feuilles, fleurs et fruits, puis en faisant dépérir les plantes. Résistante aux traitements chimiques, elle s'étend rapidement. La lutte biologique s'avère le seul remède : une coccinelle australienne (*Cryptolaemus montrouzieri*) et un hyménoptère chinois (*Anagyrus kamali*) ont fait leurs preuves après de vastes lâchers en Guadeloupe.

📧 Jean Etienne
INRA-URPV Antilles-Guyane
Domaine Duclos
Prise d'eau
97170 Petit-Bourg –
GUADELOUPE
Fax : + 33 5 90 25 59 24
E-mail :
danican@antilles.inra.fr

Les agrumes vus au microscope

■ La Banque active de germoplasmes d'agrumes (BAG-Citros) au Centre Sylvio Moreira, à Cordeiropolis (Brésil), est un des principaux centres mondiaux de ressources en agrumes (1 800 variétés). Le BAG est tout d'abord un réservoir de plants et de semences destinés aux producteurs locaux. Les chercheurs travaillent aussi sur la qualité des fruits, la productivité des variétés et leur résistance aux maladies et ravageurs. Enfin, ils possèdent une banque de gènes qui leur permet d'expérimenter, entre autres, des hybridations pour assurer l'avenir des producteurs d'agrumes.

📧 Centro de Citricultura Sylvio Moreira
Rod. Anhanguera, km 158
CP 04, Cordeiropolis SP – 13490-970
BRÉSIL. Fax : + 55 19 546 1399
Site Web (en langue portugaise) :
www.centrodecitricultura.br



L'orange est originaire de Chine, mais elle tient son nom du sanscrit nāraṅga.

L'IAALD sort de sa réserve

■ La communauté des bibliothécaires et documentalistes agricoles (IAALD), autrefois bien timide, évolue et aide depuis un certain temps déjà ses membres à s'adapter aux besoins de leurs usagers. Alors qu'ils parlaient presque à voix basse "d'indexation", de "résumés" et de "diffusion" comme s'il s'agissait de mots déplacés, ils utilisent aujourd'hui volontiers des phrases du genre : "la technologie a changé notre façon de conduire nos affaires".

Voilà de très bonnes nouvelles pour les spécialistes de l'agriculture qui peuvent tirer grand parti d'un contact direct avec des "professionnels de l'information" communicatifs (comme les anciens bibliothécaires se plaisent à s'appeler aujourd'hui).

Les réactions des clients et des spécialistes travaillant sur le terrain étaient un des points phares du programme du 10^e Congrès mondial de l'IAALD qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) fin janvier 2000 avec le soutien du CABI, du CSE de Dakar, d'InfoDev de Washington et du CTA. Un représentant de la Fédération nationale des organisations de producteurs (FENOP) du Burkina Faso a interpellé les délégués à propos de l'absence d'un certain type d'informations utiles aux cultivateurs. Un autre concept s'est dégagé de cette réunion : les usagers des services d'information

devraient former les professionnels de l'information, de même que les cultivateurs devraient former les vulgarisateurs !

Les 85 participants du congrès ont approuvé à l'unanimité l'idée que pour encourager la sécurité alimentaire mondiale les "professionnels de l'information, en ce nouveau millénaire, doivent aussi être des planificateurs". Pour planifier, le spécialiste de l'information doit mieux connaître les usagers, et pour appliquer son plan il doit être

capable de gérer le changement. Pour savoir où nous allons, il faut savoir d'où nous venons et procéder à des évaluations d'impact, a-t-on conclu. Il semble que les professionnels de l'information aient quelque chose de neuf à dire, peut-être même à vendre.

📧 M Bellamy, IAALD Secretary
c/o CABI
Wallingford, Oxon OX10 8DE
ROYAUME-UNI
Fax : + 44 1491 833 508
E-mail : m.bellamy@cabi.org
Site Web : www.iaaldce.hul
dakar2000/index.html

Des Européens gourmands mais volages

■ Quelques lecteurs européens ont eu un mouvement de recul en découvrant les derniers articles de *Spore* sur les insectes comestibles. Bon, et alors ? Dans les pays ACP, les insectes font partie de l'alimentation et de l'économie informelle, et rien qu'en Afrique du Sud le marché des insectes "pèse" 2 millions de dollars. Ces jours-ci, la Rabobank, une grande banque coopérative hollandaise, a lancé une campagne publicitaire sur le thème du futur : "Imaginez, nous sommes en 2016. Les insectes font tous les jours partie de notre alimentation. Notre client, la chaîne de restaurants "La Sauterelle", met des scarabées, des

sauterelles et des criquets à son menu gastronomique". Très clairement, les insectes vont être bientôt à la mode. La Rabobank a dit à la rédaction de *Spore* que c'était une plaisanterie. "Pas du tout", lui avons-nous répondu "c'est très sérieux".

Les producteurs des pays ACP sont maintenant prévenus, et ils vont sans doute partir à l'assaut du marché, peut-être même le créer de toutes pièces ? Attention aux modes, tout de même : maintenant que les Européens ont un peu oublié leur peur de la vache folle, le retour du steak de bœuf a porté un coup aux marchés de la viande de crocodile ou d'autruche.

Un programme de trop ?

■ Fin mars 2000, l'émission de radio hebdomadaire *The Farming World*, de la BBC World Service, a cessé d'être diffusée après 40 ans de bons et loyaux services (un record dans l'histoire de la radio!). Cette émission très respectée s'est-elle finalement essoufflée? Non, elle s'est tout simplement trouvée en concurrence avec des émissions fort demandées. Les directeurs de programmations doivent constamment satisfaire les quelque 60 millions d'auditeurs de langue anglaise de la chaîne tout en respectant le temps d'antenne qui leur est dévolu : exit *The Farming World*! L'émission a cessé, mais le monde agricole, lui, n'a pas pour autant cessé d'exister. Des émissions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire sont à présent diffusées dans le cadre d'autres programmes de la BBC World Service, notamment les émissions à vocation écologique *One Planet* et *Science in Action*.

WRENMedia, le producteur de *The Farming World*, continuera de fournir des informations agricoles grâce à son syndicat de distribution et service de presse, à son dispositif d'appui aux radios rurales et à son très populaire site Web, le *New Agriculturist*, financé notamment par le CTA. Son prédécesseur, David Dixon, travaille toujours

dans le même domaine. Il dirige la publication *Appropriate Technology*. Le monde ne cesse de changer, mais nous savons que certains lecteurs de *Spore*, tout comme de nombreux autres spécialistes du développement, regretteront *The Farming World*. À tous ceux qui ont fait le

succès de cette émission pendant des années, un grand merci.

WRENMedia
Fressingfield, Eye, Suffolk IP21 5SA
ROYAUME UNI
Fax : + 44 1379 58 67 55
E-mail : post@wrenmedia.co.uk
Site Web : www.wrenmedia.co.uk/

Les dessous cachés des PLA

■ Confectionner de la lingerie à partir du maïs peut paraître étonnant! Et pourtant, une entreprise américaine développe actuellement une nouvelle génération de fibres qui peuvent être utilisées comme les fibres synthétiques dérivées du pétrole. Cargill Dow Polymers veut lancer sur le marché une famille de polymères, les "polylactic acid polymers, PLA", fabriqués à partir de ressources renouvelables comme le maïs. Les PLA interviennent dans la fabrication de fibres textiles ou autres. Ils présentent l'aspect et le toucher des fibres naturelles tout en ayant la rentabilité des fibres synthétiques. Dans l'industrie textile, ils peuvent être employés seuls ou mélangés avec du coton, de la soie, de la laine. Les sucres dérivés du maïs (céréale la plus cultivée en Afrique) sont la

matière première des PLA. D'où l'intérêt des chercheurs – on est loin ici des préoccupations de sécurité alimentaire – à trouver partout dans le monde d'autres sortes de polymères issus de végétaux contenant des sucres ou de la fécule, comme le sorgho, le manioc, la canne à sucre ou encore les résidus agricoles.

Outre les textiles, le champ d'utilisation de ces polymères est très vaste. Ils peuvent servir à la fabrication de toutes sortes de produits, dans l'industrie agroalimentaire (plats en conserve, soupes, farines, pâtisseries et produits laitiers, mais aussi emballages) ou dans d'autres secteurs de transformation comme les industries pharmaceutiques, cosmétiques, chimiques (papier, colles, explosifs), minière, la métallurgie et la construction.

Les fruits séchés mettent l'eau à la bouche



Photo © V. Audet/Sunset

■ Les fruits séchés ont du succès sur le marché international et plusieurs entreprises africaines qui l'ont déjà compris se sont spécialisées dans cette production. La SAFLEG, une entreprise togolaise du groupe FADOUL, produit de l'ananas séché en rondelles, en triangles ou en brisures. Le produit, certifié biologique, est exporté exclusivement vers l'Allemagne. Cette entreprise qui traite 22 tonnes d'ananas frais chaque semaine prévoit de lancer la mangue et la banane séchées sur de nouveaux marchés d'exporta-



Photo © Cirad

Séchez, c'est gagné

tion. En Guinée, la société NABEKAM-BIO exporte des fruits séchés (ananas, mangue et banane également sous label "bio") en France. Mais la quantité exportée (20 tonnes par an) est loin de

répondre à la demande de l'importateur qui en commercialise 1 000 tonnes par an. L'objectif est donc d'accroître rapidement la capacité de séchage et la porter à 60 tonnes par an. La Société ivoirienne de coco râpé (SICOR, du Groupe Afric Industry), principale entreprise africaine de transformation de ce secteur, exporte la totalité de sa production : 13 000 tonnes par an, ce qui représente 6 % du marché mondial, vers des transformateurs européens de renom tels que Mars et Ferrero. Elle possède 13 000 hectares de plantations (qui pour l'instant échappent à la "maladie du Cap Saint-Paul" touchant les pays frontaliers). Le coco râpé, obtenu après que l'amande a été séchée, broyée et tamisée, est apprécié pour sa qualité (le produit est très blanc) et sa fraîcheur qui n'est pas affectée, contrairement aux exportations asiatiques, par un transport trop long.

Soyez futés, méfiez-vous des fûts!

■ Que faire des 10 000 fûts vides qui ont contenu du Fipronil, insecticide massivement épandu à Madagascar en 1998 et 1999 lors de l'invasion de criquets? Certains fûts auraient déjà été vendus et utilisés par des particuliers, peu conscients des risques encourus par l'utilisation de ces récipients de produits toxiques.

Dans les Médias Demain,
3 février 2000

Pesticides périmés : on s'en occupe enfin!

■ Les villages touaregs du nord du Mali, où les eaux sont polluées par des fuites de pesticides périmés, pourront désormais avoir de l'eau propre grâce à un projet cofinancé (50 000 €) par l'Union européenne et la section espagnole de Action Contre la Faim (ACF). ACF construira de nouveaux puits, éliminera les pesticides périmés dans les structures de stockage et fermera les puits contaminés. Le projet prévoit l'élimination de 9 400 litres de pesticides. Cependant, la région en contient encore au moins 85 000 litres, notamment dans les zones de Gao et d'Aguelhoc. Ces pesticides n'ont pas pu être utilisés en raison des troubles politiques du début des années 90 ou ont été abandonnés il y a vingt ans à la fin d'un programme de lutte contre l'invasion de criquets.

Les fondements de l'agriculture

■ Une conférence internationale sur le thème des biotechnologies, de la santé et de l'environnement se tiendra du 29 novembre au 2 décembre 2000 à l'Université de Kasetsart (Thaïlande). Intitulée "Tropical agriculture technology for better health and environment", elle traitera des rapports entre les systèmes de production tropicale et les biotechnologies agricoles, notamment en rapprochant les problématiques comme la gestion des ressources agricoles, l'impact de la production sur l'environnement et la sécurité alimentaire. Y seront abordés certains aspects techniques comme les marqueurs ADN, le clonage de gènes et la culture tissulaire et cellulaire.

V Siripholvat
Central laboratory and greenhouse complex
Kasetsart university,
kamphaeng saen
Nakhon Pathom 73140
THAÏLANDE
E-mail : rdi.tat@nontri.ku.ac.th
Site Web : www.rdi.ku.ac.th/announce/doc/Health_Environment/First-Announcement.htm

Tanzanie : massacre à la tronçonneuse !

■ L'exploitation sauvage de la forêt tanzanienne fait perdre au gouvernement 20 millions de dollars US (20 millions d'Euros) chaque année, soit la moitié des profits potentiels du secteur. En effet, sur 33 millions d'hectares de zones boisées, 22 millions appartiennent au domaine public et sont très peu mis en valeur. On estime que, faute de politiques définies impliquant les habitants, près de 500 000 d'hectares de ces bois et forêts communs sont exploités illégalement.

Panafrica News Agency,
2 février 2000

Le bio, c'est beau !

■ Avec une demande en produits biologiques frôlant les 40 % des approvisionnements des supermarchés britanniques, la chaîne Sainsbury a mis en place dès le début de l'année 2000 des projets de partenariats avec des propriétaires de la Grenade et de Sainte-Lucie pour démarrer la culture biologique sur leurs terres. Près de 300 hectares pour commencer ! Plus facile à dire qu'à faire ! Car une bonne partie des terres doit passer par une période de transition de plusieurs années afin d'être débarrassée de tout résidu d'engrais et de pesticides chimiques. Les petits producteurs qui forment la majorité des cultivateurs des îles pourront-ils se permettre d'attendre pour passer à ce type de production ?

Légumes à l'envi au Kiribati

■ Dans le cadre d'un programme visant à pallier les carences en vitamines A (un grave problème de santé au Kiribati et à Tuvalu), le projet agricole de la région Pacifique (PRAP) a cherché à encourager la consommation de légumes en aidant les populations du Kiribati à les cultiver sur des lopins de terre familiaux. Résultat : des changements positifs dans les habitudes alimentaires des populations ont été enregistrés au cours de ces cinq dernières années.

■ Mme R. Kaumati, PRAP 6,
BP 206, Bikenibeu
Tarawa – KIRIBATI
Fax : + 686 280 29

Thé gelé

■ Le Kenya est le quatrième producteur mondial de thé après la Chine, l'Inde et le Sri Lanka. Or, au début de l'année, plus de 4 000 hectares de thé (soit 4 % des terres de culture, les petits producteurs n'ayant pas été épargnés) ont été détruits par le gel. Résultat : une douzaine d'unités de transformation ont dû fermer leurs portes pour une durée indéterminée.

L'igname s'ouvre à l'exportation

■ Les Ghanéens ont su s'adapter au marché international et exporter une des principales cultures du pays : l'igname. Le Ghana est le 2^e producteur mondial, avec 3,25 millions de tonnes en 1999. En 1998, il a exporté, essentiellement au Royaume-Uni et aux États-Unis, 7 500 tonnes de tubercules (36 % des exporta-

tions mondiales), pour 5 millions de dollars US/5 millions d'Euros. Les superficies ont augmenté de près de 13 % entre 1997 et 1998. Au sein de leur Association nationale, les producteurs-exportateurs reçoivent un appui technique. Ils doivent se conformer à de nouveaux modes de culture (pour obtenir des tubercules de 2

à 3 kg, mieux adaptés à l'exportation) mais aussi de traitements après récolte, de stockage, d'emballage, de contrôle et d'expédition, strictement codifiés et soigneusement notés sur les emballages. Ils ont compris que, pour mieux vendre, ils devaient répondre aux exigences du marché international. Ils y trouvent leur compte puisqu'ils vendent six fois plus cher leur igname d'exportation.

Aujourd'hui, les exportations d'igname ghanéenne devancent ainsi celles de la Jamaïque, du Brésil et de la Côte d'Ivoire (le Nigeria, 1^{er} producteur mondial avec plus de 25 millions de tonnes l'an dernier, consomme intégralement sa production).

Des pays voisins, le Togo, le Bénin et le Nigeria commercialisent l'igname sous une autre forme : les "cossettes". Ces tubercules épluchés, précuits puis séchés au soleil se conservent mieux que l'igname fraîche. Commercialisées sur les marchés des pays producteurs ou des pays riverains, les cossettes pourraient conquérir les autres pays du Golfe de Guinée et l'Europe, où la diaspora constitue une clientèle potentielle.

■ Ghana Yam Producers and Exporters
Association – PO Box 5233
Accra – GHANA
Fax : + 233 21 66 82 63

■ L'igname, par R. Degras,
ACCT/CTA/Maison neuve et
Larose, 1994, 134 pages, ISBN 27068-
1135-8, n° CTA 644, 10 unités de
crédit.



Les transporteurs préfèrent les petites ignames, mais il faudrait demander leur avis aux consommateurs de la diaspora.

Photo FAO

Spore tisse sa toile

■ Le site Internet du CTA (voir *Spore* 76) commence à cueillir les fruits de son remaniement réalisé fin 1999. À la fin de février 2000, près de 20 000 pages d'information étaient consultées chaque mois, un volume similaire à celui d'autres agences internationales d'information agricole. Le secteur le plus visité est celui consacré à *Spore* qui contient les versions complètes du bulletin depuis le numéro 72. Parmi les autres secteurs souvent visités, citons les publications du CTA qui peuvent être transférées sur l'ordinateur des usagers ainsi que les pages d'information des partenaires ACP qui sont gérées par le

CTA. On compte parmi les visiteurs des lecteurs du Botswana, du Burkina Faso, de Fidji, du Mali, de Maurice et d'Afrique du Sud.

Mais tout sur l'Internet ne devient pas un succès immédiat. La plate-forme électronique de discussion du CTA, Afagrict-l, lancée sur l'Internet en mars 1999 (voir *Spore* 83) pour encourager les échanges entre les spécialistes des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine de l'agriculture en Afrique, a fait le bilan de sa première année d'opération. Plus de 150 personnes, la plupart en Afrique, ainsi que la

diaspora des diplômés, y compris plusieurs auteurs travaillant pour le compte de *Spore*, se sont inscrits pour recevoir et – c'est ici le but – envoyer des informations, poser des questions et débattre de certaines problématiques. Or, jusqu'à présent, seule une centaine de messages ont été échangés – deux par semaine – et pratiquement aucun débat n'a eu lieu. Les organisateurs déplorent ce faible volume d'échanges, inférieur à ce qu'ils espéraient. Mais peut-être doivent-ils faire preuve d'un peu de patience. La première personne à posséder un téléphone a dû se sentir bien plus seule.

Site Web : www.cta.nl

Grands capucins du maïs : cap au sud

■ Qu'est ce qui pourrait bien faire obstacle à l'inexorable avancée des grands capucins du maïs (*Prostephanus truncatus*) en Afrique australe? Ces insectes sont arrivés d'Amérique par bateau dans un convoi d'aide d'urgence pour la Tanzanie vers la fin des années 70. Ces coléoptères de couleur foncée mesurent environ 4 millimètres. Ils causent de

terribles dégâts dans les entrepôts où le maïs est stocké. Les pertes peuvent dépasser 30 % au bout de six mois de stockage. Les grands capucins se sont répandus dans divers pays d'Afrique subsaharienne et l'année dernière, ils ont fait leur entrée en Afrique du Sud et en Namibie.

Certains insecticides chimiques s'avèrent efficaces contre

ce ravageur. L'amélioration des structures de stockage et l'adoption de mesures phytosanitaires dans et autour des entrepôts font également partie des actions de lutte. Selon Peter Golob, de l'Institut britannique des ressources naturelles, une voie non chimique serait ouverte grâce à un prédateur du grand capucin découvert en Amérique centrale : *Teretrius nigrescens* (TN). Après des essais probants en milieu contrôlé, TN a été lâché au Togo, au Kenya, au Ghana, en Zambie et en Ouganda où il a proliféré. Malheureusement, ce prédateur ne pourra jamais être tout à fait efficace contre le grand capucin, ce dernier se reproduisant beaucoup plus rapidement même en présence de son prédateur. Il est donc nécessaire de combiner les diverses méthodes de lutte.

Pour en savoir plus :

📧 Peter Golob
Natural Resources Institute,
University of Greenwich
Kent ME4 4TB
ROYAUME-UNI
Fax : + 44 1634 883 567
E-mail : P.Golob@gre.ac.uk

Voir également Ph Action, la nouvelle plate-forme de discussion sur l'après-récolte (voir ci-contre) ou visiter le site Web de la FAO : www.fao.org/inpho

📖 Grand capucin du maïs :
Prostephanus truncatus.
CTA/GASGA, 1997, 14 pages,
n° CTA 576, 5 unités de crédit.

Le monde du silence

■ La privatisation de la recherche agricole au cours de ces dernières années a peut-être eu des avantages en termes de ressources disponibles pour les chercheurs, mais elle a introduit un silence insidieux dans la communauté scientifique. Les réseaux de recherche en Afrique qui étaient actifs et ambitieux – même s'ils n'avaient pas les mêmes niveaux de financement – ont commencé à se taire. Depuis trois ans, les chercheurs du Ghana et du Zimbabwe se plaignent que la privatisation de la recherche les force à limiter leurs échanges avec leurs pairs. Le phénomène s'est accentué ces derniers mois avec, en Côte d'Ivoire par exemple, la privatisation du Centre national de la recherche agronomique (CNRA) où des intérêts privés

détiennent la majorité des capitaux et des votes au sein du conseil d'administration.

Ce silence a fait une première victime parmi les revues scientifiques. *Apomixis Newsletter*, bulletin créé en 1989 pour encourager les échanges d'information entre les chercheurs travaillant sur la reproduction sexuée sans fécondation chez les plantes, a annoncé sa cessation de parution fin 1999. Le directeur de la publication, Yves Savidan, explique : "De nouvelles barrières ont été élevées. La plupart des groupes qui travaillaient sur l'apomixie se sont soudain retrouvés dans un nouvel environnement où règnent les règles de propriété de l'information et de confidentialité. Espérons des jours meilleurs. Nous avons partagé de très bons moments."

Des sols sableux fertiles

■ Les sols sableux sont peu fertiles, faute d'humidité, de matière organique et de certains éléments minéraux. Courants dans les zones tropicales sèches, ils sont amenés à être de plus en plus utilisés sous la pression d'une démographie galopante. Une méthode découverte récemment pourrait permettre d'augmenter leur fertilité. Il s'agit de creuser, sous les lignes de plantation, des fentes verticales de 10 cm de largeur à travers une couche compacte que l'on trouve toujours dans ce type de sols à 25 cm de profondeur environ. Ces fentes, espacées de 40 cm, sont ensuite comblées avec le sol originel décompacté. Le système racinaire des plantes peut alors se développer dans les fentes et profiter des éléments minéraux et de l'humidité



Donnez une chance à vos plantes, aidez-les à traverser la couche compacte

dité qui se trouvent souvent sous cette couche compacte. Les essais ont démontré que les rendements de plusieurs plantes comme le niébé (*Vigna Unguiculata*), le maïs (*Zea mays*) et la luzerne brésilienne (*Stylosanthes guianensis*)

ont augmenté de façon significative.

📧 Christian Hartmann
DLD Division of soil analysis,
Phaholyothin Road, Chatuchak
Bangkok 10900 – THAILANDE
Fax : + 66 2 579 55 23
E-mail : hartmann@ksc.th.com

Chocolat ou le goût du coût

Les producteurs de cacao et certains consommateurs dénoncent la décision du Parlement européen de changer les règles de fabrication du chocolat. À la fin de 2001, les fabricants de toute l'Union européenne pourront désormais remplacer le beurre de cacao par des graisses végétales moins chères. Ces pratiques feront obligatoirement baisser la demande en beurre de cacao et, par conséquent, les prix du marché, sans parler du chocolat qui aura lui-même moins bon goût. D'après une étude de l'Organisation internationale du cacao, la Côte d'Ivoire, producteur très important, risque de faire les frais de cette décision : les achats effectués dans ce pays baisseraient de 14 %. Comme le cacao est une culture pérenne, l'offre ne chutera pas immédiatement, ce qui affaiblira les cours mondiaux d'environ 5 %.

L'après-récolte, ça se discute

Ph Action, une nouvelle plateforme mondiale de discussion, se propose de relever l'image de la recherche et du développement des techniques d'après-récolte en renforçant les liens entre tous ceux qui s'intéressent à cette phase de l'agriculture. Ph Action a été créée à l'initiative du Groupe d'assistance aux systèmes d'après-récolte des céréales (GASCA) et de cinq centres internationaux de recherche agricole. Elle a été lancée à l'Institut britannique des ressources naturelles. Son secrétariat est hébergé par la GTZ en Allemagne. Ph Action publie un bulletin d'information du même nom.

Secrétariat PhAction
c/o GTZ
BP 5180
65726 Eschborn - ALLEMAGNE
E-mail : albert.bell@gtz.de
Site Web : www.fao.org/inpho
Pour recevoir le bulletin d'information :
E-mail : s.ferris@imul.com

Formations

■ L'Institut panafricain pour le développement – Afrique centrale (IPD-AC) organise trois nouvelles formations courtes :

- Femmes gestionnaires, du 2 au 27 octobre 2000;
- Genre, micro-finance et développement, du 16 octobre au 17 novembre;
- Planification du développement, du 31 octobre au 24 novembre.

📧 IPD-AC
BP 4078 Douala – CAMEROUN
Fax : + 237 40 30 68
E-mail : ipdac@camnet.cm

La pêche aux infos

Navire-amiral de toute recherche d'information sur la pisciculture, l'International Center for Living Aquatic Resources Management (ICLARM), basé depuis peu en Malaisie, offre un service questions-réponses, des bibliographies personnalisées, et met chaque année à jour FishBase, une base de données encyclopédique disponible sur cédérom. **Contact :** ICLARM – PO Box 500 – GPO 10670 – Penang – MALAISIE – Fax : +604 643 4463 – E-mail : ICLARM@cgiar.org – Site Web : www.cgiar.org/iclarm/ L'ICLARM appuie de nombreux centres régionaux d'information, notamment au Kenya (Library and Information Services – Kenya Marine Fisheries Research Institute – PO Box 81651 – Mombasa – KENYA – Fax : +254 11 472215) et à Fidji (PIMRIS – c/o University of the South Pacific Library – PO Box 1168, Suva, FIDJI – Fax : +679 300830 – E-mail : library@usp.ac.fj).

L'Institute of Aquaculture est un département de l'université de Stirling, en Écosse, d'une envergure scientifique reconnue. Il propose des formations de tous niveaux, publie une revue bisannuelle (*Aquaculture News*, distribuée gratuitement sur demande) et de nombreux ouvrages. C'est lui qui gère et maintient l'excellente liste de liens "Fishing for information" qui comporte plus de 400 liens, vérifiés, commentés et classés en catégories : universités, centres de recherche, producteurs, fournisseurs d'équipements et d'aliments, associations, etc. **Contact :** Institute of Aquaculture – Pathfoot Building – University of Stirling – Scotland – FK9 4LA – ROYAUME-UNI – Fax : +44 1786 472133 – E-mail : kim.jauncey@stir.ac.uk – Site Web : www.stir.ac.uk/aqual/

Le Department of Ichthyology and Fisheries Science de l'université de Rhodes, en Afrique du Sud, propose des statistiques sur la pisciculture africaine pays par

pays, des manuels en ligne et des formations universitaires plus classiques : DIFS – Rhodes University – PO Box 94 – Grahamstown 6140 – AFRIQUE DU SUD Fax : + 27 46 622 5049 – E-mail : s.coetzee@ru.ac.za – Site Web : www.ru.ac.za/academic/departments/difs/

Que serait, enfin, un Repères sans mentionner la FAO? Vous trouverez sur le site Web de son département des pêches (www.fao.org/fi) des statistiques, des tendances et des directives sur la pisciculture, particulièrement sous l'angle d'un développement durable. Pour l'Afrique francophone, INFOPECHE (www.fao.org/globfish/peche/doc/FrPeche.htm), fournit des informations pour la commercialisation et des conseils sur les récents développements technologiques, les spécifications des produits, les méthodes nécessaires et les normes de qualité. Son bulletin, *INFOPECHE Nouvelles Commerciales*, paraît toutes les deux



Les bâtiments du Department of Ichthyology and Fisheries Science de l'université de Rhodes, en Afrique du Sud

semaines (*INFOPECHE*, Tour C, 19^e étage, Cité Administrative – PO Box 1747 – Abidjan 01 – COTE D'IVOIRE – Fax : + 225 21 80 54; E-mail : tall@africaonline.co.ci). En Afrique Australe, la FAO appuie l'Aquatic Resource Management for Local Communities (ALCOM) qui fournit de l'information (électronique et papier) sur la gestion de l'eau et la pisciculture (ALCOM – PO Box 3730 – Harare – ZIMBABWE – Fax : + 263 4 736847 – E-mail : ALCOM@harare.iafrica.com – Site Web : www.zamnet.zm/zamnet/alcom/alcom.htm

Le "bio" en quête de certification

A l'exportation, le succès du marché du "bio" est assujéti à la réglementation stricte des marchés occidentaux. En Europe, les produits doivent être certifiés conformes à une réglementation inspirée du cahier des charges de l'IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique).

Vous désirez vous lancer dans l'exportation de produits bio? Faites appel à un organisme reconnu par les pays importateurs, auprès duquel vous souscrirez un contrat vous permettant de bénéficier de conseils aux différents niveaux de la production, d'obtenir une licence, parfois même de faire partie d'un réseau de commercialisation¹. Parmi les organismes travaillant avec les pays ACP, relevons AIAB en Italie, Bio-Gro en Nouvelle Zélande, Instituto Biodinamico au Brésil, Krav en Suède, NASAA en Australie, Naturland-Verband en Allemagne, OCIA et FVO aux États-Unis, Soil Association en Grande-Bretagne (accrédités par

l'IFOAM); citons aussi Ecocert international et Bioherb en Allemagne, Skal et Agro Eco aux Pays-Bas.

Vous recevrez ensuite la visite d'un technicien qui vérifiera que chaque étape de production ou de transformation est conforme aux exigences de la filière. Cet examen aboutira, s'il est satisfaisant, à l'attribution d'une licence annuelle (pour vous) et d'un certificat (pour le produit). Les contrôles se renouvelleront au moins une fois par an. Le non-respect de la réglementation entraîne la suspension de la licence et la suppression du label "bio".

Le contrat est payant; les frais du technicien (déplacement, séjour, indemnités journalières) sont à votre charge. Songez à un regroupement (coopérative ou association) pour partager ces frais. Peu d'organismes sont basés dans les pays ACP (OAASA en Afrique du Sud, ABLH au Kenya, Ecocert à Madagascar, Skal International au Suriname, INADES en Tanzanie, WWOOF

au Togo – si vous en connaissez d'autres, faites-le nous savoir), mais la tendance est à la formation de certificateurs locaux. Des programmes de développement, comme EPOPA (Export Promotion of Organic Products from Africa), au sein de l'agence suédoise de coopération SIDA peuvent vous aider à trouver une subvention.

1. Un producteur doit attendre une "période transitoire" (2 à 3 ans) – pendant laquelle il peut se faire conseiller – avant de pouvoir solliciter une certification.

IFOAM
c/o Ökozentrum Imsbach
D-66636 Tholey-Theley – GERMANY
Fax : + 49 6853-30110
E-mail : IFOAM@t-online.de

Ouganda : F.J. Wajje
E-mail : uganda@wvi.org
Sénégal : E.H.H. Hane
E-mail : agrinat@enda.sn

SIDA-INEC
Private Sector Development Division
105 25 Stockholm – SWEDEN
Fax : + 46 (0)8 20 47 31
E-mail : anette.persson@sida.se

OAASA
PO Box 98 347
Sloane Park 2152 – AFRIQUE DU SUD
Fax : + 27 11 7942169
E-Mail : 1054130@bettel.co.za

ABLH
PO Box 39042
Nairobi – KENYA
Fax : + 254 2 521482
E-Mail : ablh.sec@net2000ke.com

Ecocert
Lot VD 13 bis, Amparibe
Antananarivo – MADAGASCAR
Tel : + 261 20 226 5629

SHOGA
PO Box 930
Blantyre – MALAWI
Fax : + 265 671427
E-Mail : pirimiti@malawi.net

INADES-Formation
PO Box 203
Dodoma – TANZANIA
Fax : + 255 61 354 722
E-Mail : inades-fo@maf.org

WWOOF
BP 25
Agou Nyogbo – TOGO
Fax : + 228 47 1012

Skal International
Madeliefjestraat 14
Zorg en Hoop
Paramaribo – SURINAME
Fax : + 597 41 0555
E-mail : wirhtwww@sr.net

EU Regulation "Organic Farming" : A legal and agro-ecological commentary on the EU's Council Regulation (EEC) n° 2092/91, par H. Schmidt, M. Haccius, GTZ, Margraf, 1998, 420 pages. ISBN 3-8236-1288-3, n° CTA 972, 40 unités de crédit.

Publications

Cultures fourragères tropicales

■ Les plantes fourragères (graminées, légumineuses) se situent à la croisée de l'élevage et de l'agriculture, reliant les praticiens de l'une et de l'autre discipline, les spécialistes des plantes aux éleveurs, les agronomes aux vétérinaires. Ce livre rassemble les résultats des travaux menés sur les plantes fourragères par les chercheurs du CIRAD, de l'IRD et de l'INRA en Afrique de l'Ouest, à Madagascar, aux Antilles, à la Réunion et dans les territoires français du Pacifique. Essentiellement pratique toute-



fois, il permet d'acquérir des connaissances de base utiles à l'élaboration de techniques de culture et d'exploitation. Il fournit au lecteur des méthodes permettant d'adapter ces techniques aux conditions dans lesquelles il travaille (sol, climat) afin d'obtenir ce qui constitue la matière première irremplaçable de son élevage : la nourriture.

La Librairie du CIRAD, collection "Repères", 1999
BP 5035
34032 Montpellier Cedex 1 - France
369 pages, ISBN 2-87614-361-5
Prix : 270 FF/41,15 €

Gestion des écosystèmes forestiers denses d'Afrique tropicale humide

■ Depuis plusieurs décennies, le CIRAD réalise dans le cadre du projet Forafri de nombreuses recherches sur les écosystèmes forestiers humides de l'Afrique centrale et occidentale. Ce nouveau cédérom propose une sélection d'environ 2 500 références bibliographiques sur le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, la Côte d'Ivoire et le Gabon.

La Librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis,
bât. 4, 34398 Montpellier
Cedex 5 - FRANCE
Fax : +33 1 53 70 22 69
E-mail : librairie@cirad.fr
ISBN 2-87614-377-1
224 pages
Prix : 100 FF/15,24 €

Favoriser l'essor des petites entreprises en Afrique



■ Ce livre a été rédigé après une rencontre internationale tenue en Afrique en 1993. Elle rassemblait les représentants des ministères, du secteur privé et des ONG concer-

nés autour d'une grande question : comment améliorer l'environnement politique et économique des petites entreprises en Afrique. Si nombre d'États africains ont compris l'importance des petites entreprises, des entraves sérieuses – fiscales et réglementaires notamment – font obstacle au développement de ces petites structures. Elles méritent pourtant d'être encouragées en raison des opportunités qu'elles offrent : création d'emplois, répartition équitable du revenu, réduction de la pauvreté, etc. Cet ouvrage, qui contient les interventions des différents participants de cette rencontre, propose des solutions et des suggestions

pratiques, expérimentées avec succès dans différents pays comme le Kenya ou le Togo, qui ont su créer un climat propice au développement des petites entreprises, grâce à une stratégie nationale appropriée. À travers ces expériences, des solutions pour accroître la compétitivité et faciliter l'accès au crédit des petites entreprises ont été dégagées.

Petites entreprises en Afrique. Clés du changement
Éditions du CRDI, 1999
BP 8500
Ottawa (Ontario) - Canada K1G 3H9
Fax : + 1 613 563 2476
E-mail : pub@idrc.ca
ISBN 0-88936-770-1
374 pages
Prix : 30 \$/33,30 €

Le développement durable à l'épreuve de la dette

■ Plus on rembourse, plus on s'endette, et la dette est congénitale chez les pauvres. Le magazine de l'écologie et du développement durable *Ecovox* a consacré au sujet de l'endettement public et privé des pays en développement un hors série "spécial dettes". Après avoir passé en revue le mécanisme de l'endettement et ses conséquences, il invite à une réflexion sur la nécessité de briser les chaînes et de cicatriser la plaie. À lire absolument ! Tout comme le dossier réservé au thème de la pauvreté (*Ecovox* n°11, janvier-mars 2000).

Ecovox
BP 1256
Bafoussam - CAMEROUN
Fax : + 237 44 66 69
E-mail : cipcrecm@wagne.net
ISSN 1026-2261, 24 pages
Prix : 500 FCFA/0,80 €

À(re)découvrir

La culture et la conservation des oignons sous les tropiques

■ Pour qui se spécialise dans la production d'oignons, voici un ouvrage riche d'informations sur la culture et la conservation des oignons, basé sur une enquête dans 46 pays producteurs. Il couvre notamment les cultivars tropicaux, les semences, le séchage et la conservation, présente l'état des recherches et fournit une liste d'ouvrages de référence et d'adresses. Il fournit aussi une liste d'ouvrages de référence et de fournisseurs de semences et de cultivars.

Auteurs : L. Currah, F. J. Proctor
CTA/NRI, 1993, 161 pages, ISBN 92-9081-097-1, n° CTA 472, 40 unités de crédit.

Options de vulgarisation agricole en Afrique tropicale

■ Vous êtes chargé de planifier ou de mener des activités de vulgarisation agricole ? Ce livre vous intéressera. Sur la base d'enquêtes menées dans 12 pays africains, l'auteur analyse l'évolution des contextes, des méthodes et des fonctions de la vulgarisation agricole, et propose des mesures visant à améliorer les activités dans ce domaine, en privilégiant la participation des paysans.

Auteur : J. Moris
CTA, 1994, 214 pages, ISBN 92-9081-120-X, n° CTA 593, 20 unités de crédit.

Ces publications sont toujours disponibles au CTA. N'hésitez pas à les commander !

La question énergétique au Sahel

■ La totalité de la consommation d'énergie des pays sahéliens ne représente que 1 % de celle de la seule agglomération de New York ! Malgré cette faiblesse, la consommation domestique d'énergie suffit à détruire un environnement forestier fragile. L'analyse de la situation (faible niveau de développement, forte croissance démographique...) dessine un avenir préoccupant. Il est probable, si les tendances ne sont pas inversées, que la communauté internationale sera rapidement confrontée à la nécessité de fournir au Sahel une aide énergétique.

Co-édition Karthala/IRD, 1999
Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris - FRANCE
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
ISBN 2-86537-867-5
176 pages
Prix : 100 FF/15,24 €

Un document de références

■ *Le Répertoire mondial d'organisations de promotion des échanges commerciaux et autres organismes de commerce extérieur* met à la disposition des pays en développement des adresses utiles qui aideront à établir des contacts directs avec des organismes responsables de la promotion des échanges commerciaux. Ce précieux document recense les adresses d'organisations internationales, nationales ou régionales de 187 pays. Il est également disponible sur Internet à l'adresse <http://www.intracen.org/infobase/tpo>.

Centre du commerce international
CNUCED/OMC
Section d'information commerciale, Division du développement des produits et des marchés
Palais des Nations
1211 Genève 10 – SUISSE
Fax : + 41 22 733 44 39
E-mail : itcreg@intracen.org
131 pages
Gratuit

L'Autruche pédagogique

■ Du mariage heureux du livre et du cédé vient de naître le compilivre. Plié en accordéon avec de multiples liens d'un thème à l'autre à chaque page, il se lit sans fin : il suffit de suivre à sa guise les pistes suggérées (tableaux, illustrations, liens, cartes) pour satisfaire ludiquement sa curiosité... Le tout premier du genre est consacré à l'autruche sauvage et d'élevage. Suivront bientôt, un compilivre sur le dromadaire et un autre sur la mouche tsé-tsé.

La Librairie du Cirad, collection "Les savoirs partagés", 1999
TA 283/04, avenue Agropolis, bât. 4, 34398 Montpellier Cedex 5 – FRANCE
Fax : + 33 1 53 70 22 69
E-mail : librairie@cirad.fr
ISBN 2-87614-367-4
32 pages, Prix : 70 FF/10,67 €

L'eau : une ressource précieuse à préserver

■ Ce guide est destiné notamment aux fonctionnaires chargés de préparer les règlements d'application des lois pour la gestion, la mise en valeur et la protection des ressources en eau dans les pays francophones. La matière est classée en fonction des aspects principaux de la gestion des eaux. De nombreux exemples, tirés des règlements et textes d'application en vigueur dans les pays francophones, servent d'illustration.

Élaboration des réglementations nationales de gestion des ressources en eau. Principes et pratiques
FAO, Étude législative n°69, 1999
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome – ITALIE
Fax : + 39 06 5705 3360
ISBN 92-5-204381-0
314 pages, Prix : 35 \$/38,90 €

Vulgarisation agricole : une nouvelle vision

■ Dans les années 80, les divergences de vue sur l'appui à apporter aux actions de vulgarisation agricole dans les pays d'Afrique subsaharienne suscitaient de vives discussions chez les bailleurs de fonds et les institutions concernées. En 1995, certains d'entre eux, et notamment le CTA (voir *Spore* n°82, page 8), se rassemblaient au sein de l'Initiative de Neuchâtel pour former un groupe de réflexion sur les divers moyens d'élargir et d'améliorer les services de vulgarisation. Pour ce Groupe, en effet, la vulgarisation agricole est "facilitation" plus que "transfert de technologies". Les producteurs en sont les "clients" et les "partenaires" plus que les "bénéficiaires". Et puis, l'environnement de la vulgarisation agricole a évolué, les objectifs de l'aide publique au développement se précisent, s'expriment

et s'appliquent autrement (voir *Spore* n° 85, page 16). D'où l'élaboration de ce protocole d'approche de la vulgarisation, soutenu par un certain nombre d'engagements communs, parmi lesquels : prendre en compte la pluralité des acteurs de la vulgarisation et des nouvelles relations entre agriculteurs et fournisseurs de biens ; appuyer la formation agricole ; instaurer une coordination accrue entre les agences de coopérations. Ce document intègre les observations émises sur le sujet lors d'un séminaire rassemblant à Ségou (Mali) en 1998 des personnels des services de vulgarisation, des producteurs agricoles et des représentants des agences de coopération participant à l'initiative de Neuchâtel. À ce titre, il constitue sans doute l'ébauche d'une nouvelle charte de la vulgarisation.



Note de cadrage conjointe sur la vulgarisation agricole
Groupe de Neuchâtel, 1999
Ministère des Affaires étrangères
Direction générale de la Coopération internationale et du Développement
Direction de la Coopération technique et du Développement
Bureau des politiques agricoles et de la sécurité alimentaire
20, rue Monsieur
75007 Paris – FRANCE
19 pages
Gratuit

Entremetteurs ou courtisans ?

■ La mobilisation des fonds d'aide au développement est une des fonctions importantes des "courtiers en développement". Ces personnages clés assurent la liaison entre les destinataires d'un projet et les institutions de développement : organismes de coopération, ONG, bailleurs de fonds, etc. Le rôle de ces intermédiaires est souvent perçu comme ambigu. Sont-ils une émanation d'une société civile qui tente de se dresser contre l'adversité pour résoudre ses problèmes de développement ? Sont-ils les "profiteurs" d'une aide mal maîtrisée ? Constamment en position d'in-



terface, tributaire de la confiance qu'on porte en lui d'un côté, comme de l'autre, le courtier mène une carrière instable. Mais le pluriel s'impose tant les types

de courtage et les profils sont variés. À travers une multitude de cas observés au Sénégal, au Bénin, au Niger, au Togo, au Kenya et au Rwanda, ce livre apporte une perspective nouvelle sur le monde du développement dont les courtiers sont l'un des rouages. Qu'ils soient "aux pieds nus", œuvrant à l'échelle d'un village ou "spécialisés", opérant à l'échelle nationale.

Courtiers en développement
Éditions Karthala et APAD, collection "Hommes et Sociétés", 2000
22-24, boulevard Arago
75013 - Paris – FRANCE
328 pages, ISBN 2-84586-013-7
Prix : 160 FF/24,39 €

Tête de série



■ Ce Cahier Genre et Développement est le premier d'une nouvelle série thématique qui a pour objectif d'expliquer la notion de genre, ou sexospécificité, mais aussi de faire comprendre les difficultés de sa mise en œuvre. Il rassemble des documents de référence : articles théoriques, analyses sectorielles, outils de planification selon le genre, données de base, bibliographies, adresses utiles (Internet, centres de documentation) et synthèses. Il

constitue à ce titre un premier outil de réflexion pour tous ceux qui cherchent à comprendre la formidable complexité d'une notion qui fait aujourd'hui partie intégrante du développement.

Le genre, un outil nécessaire.
Introduction à une problématique
Éditions L'Harmattan, 2000
5-7, rue de l'École Polytechnique
75006 Paris – FRANCE
ISBN 2-7384-8855-2
E-mail : harmat@worldnet.fr
264 pages
Prix : 140 FF/21,34 €

Communiquer, mode d'emploi

■ Du téléphone à Internet, les outils de communication sont aujourd'hui nombreux. Sont-ils utiles au développement du plus grand nombre ou vont-ils encore accentuer les inégalités? En Afrique, par exemple, les téléphones cellulaires et Internet font l'objet d'un engouement inattendu dans les grandes villes. Mais, dans les campagnes, la téléphonie rurale reste un défi énorme. Et partout, la mauvaise qualité des équipements est une barrière qui risque à terme de marginaliser le continent. L'Afrique se doit pourtant de tirer parti des possibilités offertes par les technologies modernes de communication pour multiplier les échanges, valoriser les complémentarités et produire des contenus de qualité aptes à faire apprécier ses ressources et ses potentialités à l'extérieur. Le premier de ces deux livres aborde les problèmes économiques, poli-

tiques et socio-culturels induits par l'insertion de ces technologies et leur usage. Le second s'adresse plus précisément aux professionnels de l'information et de la communication et leur propose une visite guidée dans l'univers d'Internet (quelle est l'utilité pour un média africain de s'afficher sur le réseau? Que veulent dire @, www, http : //, URL?) avec une quantité de repères, conseils, trucs et astuces pour maîtriser la toile.



Enjeux des technologies de la communication en Afrique.
Éditions Karthala/Regards, 2000
22-24, boulevard Arago
75013 Paris – FRANCE
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
ISBN 2-86537-989-2
402 pages + cédérom
Prix : 180 FF/27,44 €

Internet à l'usage des journalistes africains
Coéditions Karthala/Institut Panos
Paris & Dakar, 1999
(même adresse que ci-dessus)
ISBN 2-86537-989-2
95 pages
Prix : 90 FF/13,72 €

Les champs de cacao : un défi de compétitivité Afrique-Asie

■ Quelles sont les meilleures recettes que les pays producteurs de cacao peuvent utiliser pour rester compétitifs sur un marché marqué par la baisse des cours? Cette étude compare la filière cacao des trois géants – la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Indonésie – (qui regroupent à eux seuls 65 % de l'offre mondiale de cet "or brun") et tente de mettre en perspective la "compétition" à venir. Mais en ce domaine, rien n'est joué : les performances du verger indonésien sont menacées par l'arrivée de nouveaux ravageurs, et celles des pays ouest-africains conditionnées à la baisse des surcoûts supportés par les producteurs.

Co-édition CIRAD/Karthala, 2000
La Librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis, bât.4
34398 Montpellier Cedex 5
FRANCE
Fax : + 33 1 53 70 22 69
E-mail : librairie@cirad.fr
ISBN 2-87614-378-X
224 pages
Prix : 140 FF/21,34 €

Drôles de numéros !

■ Dès son premier numéro (trois sont sortis depuis) le nouveau trimestriel nigérien *Les Échos du Sahel* a annoncé la cou-



leur. Essentiellement paysan, animé par des journalistes paysans, dédié à des paysans, il entend bien rester les pieds sur terre pour aider les êtres qui en vivent et y transpirent... à faire quoi? "Dans un monde où l'on ne se fait pas de cadeau, et où la globalisation de l'information et la mondialisation des échanges se réalisent sur le dos des plus pauvres", prévient son éditeur, le credo des *Échos* "reste de mieux communiquer pour faire progresser la cause des hommes". Ainsi, de rubriques en rubriques, cette revue aborde des sujets d'informations divers,

cueillis à la source, autrement dit ancrés dans les réalités du monde paysan. Articles de fond (l'alphabétisation, par exemple), enquêtes, billets d'humeur, reportages, portraits, témoignages offrent au lecteur – et non sans humour – un panorama des innovations et des évolutions qui agitent le monde rural. *Les Échos du Sahel* est diffusé dans toute la zone sahélienne.

Les Échos du Sahel
Quartier Wadada
BP 12952
Niamey – NIGER
E-mail : ibbo_daddy@yahoo.com
Prix au numéro : 1 000 FCFA/1,52 €
Abonnement 1 an : 4 000 FCFA/7,20 €

Notre continent, notre avenir

■ Voici la toute première publication à présenter le point de vue de spécialistes africains sur le problème des ajustements structurels. Les auteurs se fondent sur leur expérience personnelle et sur un recueil d'études menées par des économistes africains. Pour mettre fin à l'extrême pauvreté qui sévit en Afrique subsaharienne, les Africains eux-mêmes doivent jouer un rôle dans l'établissement du programme de développement du continent. Une condition sine qua non pour faire concurrence dans un monde de plus en plus globalisé.

Notre continent, notre avenir
Éditions du CRDI/CODESRIA, 2000
BP 8500 Ottawa (Ontario) – Canada K1G 3H9
Fax : + 1 613 563 2476
E-mail : pub@idrc.ca
Site Web : www.idrc.ca/books/896.html
ISBN 0-88936-896-1
220 pages
Prix : 30 \$/33,30 €

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@triops.de – Site Web : <http://www.triops.de>

Reconnaître la peste des petits ruminants

■ L'objectif de ce manuel de terrain est de faire en sorte que tous ceux qui sont concernés par la santé animale des petits ruminants "pensent PPR" et soient capables de la reconnaître rapidement, dès son apparition. Il donne un aperçu de la maladie, décrit les signes cliniques et les diagnostics les plus importants. Une lecture accessible aux vétérinaires et non-vétérinaires.

Manuel FAO de santé animale n°5, 2000
(voir adresse page 12)
ISBN 92-5-204277-6
36 pages. Prix : 20.00 \$/22,20 €

Répondre à la demande, établir de nouveaux partenariats

Dans son introduction au Rapport annuel CTA 1999, l'ancien directeur Dr R.D. Cooke insiste sur la nécessité de "s'assurer que les services d'information correspondent bien à la demande et d'accroître l'appui aux services localisés ou destinés à des communautés ou à des filières spécifiques". Cette introduction lève le rideau sur une revue très instructive des activités du Centre et de leur évolution suite à la restructuration prévue dans le Plan à moyen terme pour la période 1997-2000.



Pour bon nombre de ces activités (elles seront développées dans une deuxième phase de planification stratégique pour la période 2001-2005), il convient de parler du renforcement des partenariats à tous les niveaux de l'organisation. S'il revient effectivement au Département Politiques d'information et partenariats de mettre au point de nouveaux modèles de partenariat avec des organismes publics et privés dans toutes les régions ACP, d'autres départements travaillent aussi dans le même esprit. Le Département Publications et diffusion travaille, par exemple, sur de nou-

velles collections en coédition avec d'anciens et de nouveaux partenaires. La participation des ACP y est fondamentale et des liens plus étroits sont actuellement établis avec des auteurs et éditeurs de ces pays. Au reste, la participation croissante de ces derniers à *Spore* témoigne de cette nouvelle tendance. Des 75 500 publications distribuées par le CTA en 1999, près de 70 000 ont été envoyées sur commande, ce qui représente la part la plus importante jamais atteinte du volume d'information que le CTA met à la disposition de ses 25 000 partenaires et abonnés.

La décentralisation croissante d'un grand nombre des activités du CTA va de pair avec l'augmentation du nombre de personnes dont la participation aux séminaires organisés dans les pays ACP est financée par le CTA. Au total, 233 personnes ont reçu un soutien financier du Département Séminaires et études pour participer à 37 séminaires dont les trois quarts (deux tiers en 1998) étaient organisés dans des pays ACP. De même, les huit co-séminaires organisés en 1999 par le CTA en coopération avec divers partenaires se sont, pour la plupart, déroulés dans des pays ACP, tout comme la majorité des 17 formations en gestion de l'information et de la communication auxquelles 250 personnes ont participé. Les formations financées par le Département Information et renforcement des capacités sont de plus en plus souvent combinées à d'autres services offerts par le CTA. Les organisations participant à des formations sur l'utilisation d'Internet dans le domaine de l'information agricole sont hébergées sur le site Web du CTA ou sont mises en relation avec les travaux d'autres départements (services d'information sur les marchés, par exemple).

Tous les événements, activités, études, séminaires et publications réalisés en 1999 sont décrits sommairement dans le rapport annuel qui comporte également des données statistiques, y compris celles qui intéressent de très près les lecteurs de *Spore* : le budget du CTA – couvert presque entièrement par le Fonds européen de développement – était, pour 1999, de 12,3 millions d'Euros dont près des deux tiers ont été directement attribués aux services et programmes opérationnels.

Le rapport annuel du CTA offre au lecteur une image claire et précise d'un grand nombre des résultats que le Centre a obtenus dans le cadre de ses divers partenariats.



Rapport annuel 1999. CTA, 112 pages, 2000. ISBN 92-9081 229X, N°CTA 978, disponible gratuitement. Les abonnés au service de distribution des publications sont priés d'utiliser leurs bons de commande.

Le "genre" au-devant de la scène

L'article en point de mire du rapport annuel CTA 1999 s'intitule *Le rôle économique des femmes dans le développement agricole et rural : promouvoir les activités génératrices de revenus*. Élaboré par Grace Akello (ministre en Ouganda) et Fatou Sarr (professeur et chercheuse au Sénégal), cet article dresse le bilan des problèmes et des possibilités de renforcement du rôle des femmes. De la problématique globale concernant les femmes aux politiques et stratégies de création de revenus, il invite à de profonds changements : dépasser la notion de non-discrimination entre les sexes pour promouvoir la pleine participation des femmes au pouvoir économique selon un modèle de développement où elles sont sujets, et non plus objets du développement.

Document spécial : En point de mire. N° CTA 980, disponible gratuitement. Les abonnés au service de distribution des publications sont priés d'utiliser leurs bons de commande.

Boîte postale 380

Voici quelques commentaires que nous avons extraits des lettres de nos lecteurs ces dernières semaines. Vos commentaires sont toujours les bienvenus. Envoyez-les aux adresses de *Spore* indiquées ci-contre.



Prédateurs naturels

■ **Edouard Mvogo Balla Ngono** du CODASC, M'Balmayo du Cameroun, nous signale un petit piège à rat très malin inventé par des enfants du coin en utilisant des boîtes de conserve vides.

"L'appareil consiste à attacher à l'intérieur de la boîte une graine ou une noix. Un bambou accroché à l'extrémité d'un bout de caoutchouc retient un couvercle qui se rabat au moment où le rat s'attaque à l'appât. La coupure du fil déclenche la fermeture du couvercle. Le rat reste prisonnier dans la boîte fermée. Les enfants raffolent de la petite viande tendre et ils constituent déjà des agents éliminateurs naturels les plus rationnels des rats des champs."

Détermination des priorités : deuxième partie

■ **Japheth B Tugume**, un des coordinateurs de l'Association des agriculteurs du district de Bushenyi en Ouganda, voit dans

Nouveaux Documents de travail

Deux nouveaux titres, en anglais et en français, se sont ajoutés à la série des Documents de travail que le CTA met à la disposition des lecteurs sans les délais inhérents au processus classique d'édition.

L'*Étude documentaire sur la gestion des terroirs en Afrique subsaharienne* décrit brièvement les activités et les projets de conservation des sols en Afrique occidentale, orientale, centrale et australe. Elle concerne une centaine d'opérations, des techniques de plantation dites *zai* au Burkina Faso aux méthodes de culture dans les bas-fonds *vinjunga* en Tanzanie. La plupart des descriptions renvoient plus à des aspects institutionnels que techniques, donnant des informations sur les organisations intervenant

dans ces projets. Les lecteurs intéressés pourront contacter les projets répertoriés s'ils désirent obtenir davantage d'informations. Ce document contient de nombreux renseignements très utiles pour les planificateurs et les professionnels désireux d'informations comparatives sur la lutte contre l'érosion. Il a été conçu à l'origine comme document ressource sur les expériences des projets communautaires de gestion des terroirs en Afrique subsaharienne pour un séminaire du CTA sur la gestion des sols (novembre 1998, Bamako, Mali).

L'*Étude documentaire sur la gestion de l'eau en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes* a été préparée pour le séminaire du CTA intitulé "Gestion équitable, efficace et durable de l'eau pour le développe-

ment agricole et rural en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes" (septembre 1999, Cordoue, Espagne). Ce document de travail examine les stratégies pouvant être développées dans le domaine des politiques de l'eau, de la législation et des droits. Il décrit un certain nombre d'approches de la gestion de l'eau adoptées au Sénégal, au Mali, au Niger, au Burkina Faso, dans le bassin du lac Tchad, en Afrique du Nord-Est (Soudan, Érythrée et Éthiopie), en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et Tanzanie), à Madagascar, au Zimbabwe, en Afrique du Sud et dans les États voisins.

Étude documentaire sur la gestion des terroirs en Afrique subsaharienne.
M van de Sand.
CTA, 22 pages, 1999.
N° CTA 8011,
5 unités de crédit.

Étude documentaire sur la gestion de l'eau en Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes.
J-L Couture.
CTA, 37 pages, 1999.
N° CTA 8009,
5 unités de crédit.

La détermination des priorités

L'important n'est pas ce que vous savez mais qui vous connaissez". Cet adage a été retourné dans tous les sens et mis à toutes les sauces. Aujourd'hui, dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, certains demeurent encore frustrés de l'information de base qui leur est nécessaire. D'autres, en revanche, semblent en avoir trop. L'idée qui s'impose à présent est de permettre à tous de distinguer ce qui est important de ce qui l'est moins, et de le gérer correctement.

La tâche complexe qui consiste à "déterminer les priorités" peut aider à améliorer la qualité des services d'information et à mieux définir les besoins des usagers. Ces trois dernières années, le CTA s'est attaché à

affiner une méthode de détermination des thèmes prioritaires d'information agricole et a conduit six études pilotes dans les pays suivants : Burkina Faso, Éthiopie, Kenya, Mali, Sénégal et Zambie. Ces études se rapportaient à des ateliers auxquels ont participé des représentants des systèmes agricoles nationaux, d'ONG et d'organisations rurales. La prochaine phase du programme prévoit l'organisation d'ateliers similaires dans d'autres pays ACP, mais le problème de leur financement n'a pas encore été résolu. En bref, un nouvel outil est en train de voir le jour. Participatif, interactif, il fera peut-être oublier un autre vieil adage selon lequel on ne désire jamais que ce que l'on n'a pas.

la détermination des priorités (voir l'article ci-dessus) une question d'attitude : "Je me suis toujours demandé pourquoi l'attitude des gens est toujours à l'opposé de ce que nous voulons qu'ils réalisent. Regardez, par exemple, ce qui se passe au niveau de l'irrigation. En Ouganda, la saison sèche est une période où l'on ne trouve pas de légumes verts dans les fermes et pendant laquelle la nourriture n'est donc pas équilibrée. Cela veut dire que les quelques personnes qui peuvent cultiver des légumes peuvent en obtenir meilleur prix. Une question se pose : pourquoi nos chers citoyens puisent-ils plusieurs jerricans d'eau pour les besoins de leur foyer mais ne parviennent pas à en mettre un seul de côté pour arroser ne serait-ce que dix tomates ?"

rouge et elle a six ans. En 1997, elle a fait une fausse couche : il s'agissait de triplés. En 1998, elle a donné naissance à des triplés, dont deux sont morts plus tard. En 1999, elle a mis bas un seul veau et, le 12 février 2000, des quadruplés. Elle est apparemment en



bonne santé malgré des signes de stress dus à une succion trop importante de ses pis. Les veaux sont également en bonne santé. La vache a besoin d'une alimentation de grande qualité nutritive pour produire suffisamment de lait. Le président des collectives locales a fait don de son, de blé, de tourteaux de semences, de coton et de médicaments. Nous avons besoin d'aide pour assurer la survie de la mère et des petits."

Quelle vache !

■ **Sani Labaran Zango** (PMB 1018 Daura, Katsina State, Nigeria) nous décrit une vache très prolifique dans le village de Kumbi Fulani : "La vache est de race bororo



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. **Spore** est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Convention ACP-UE de Lomé

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : **SPORE** est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : redactionspore@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : spore-desk@mediateurs.org

Ont participé à ce numéro : Catherine Binudin, Didier Chabrol, O'Neil Cuffe, Bernard Favre, Erik Heijmans, Catherine Marzin, Paul Osborn, Zazah Razafindrazaka, Christine Tissot, Evariste Zongo.

Mise en page : Louma productions

Impression : Imprimerie Publicep, France
© CTA 2 000 – ISSN 1011-0046

Le contenu de **Spore** peut être librement reproduit. Merci de mentionner **Spore** comme source.



Malcolm Sellu Jusu est un chercheur de Sierra Leone spécialisé dans la sélection de diverses cultures, notamment le riz. Il est membre de plusieurs communautés internationales de recherche.

Le savoir des cultivateurs

Marions le savoir des cultivateurs à celui des scientifiques

Lorsque je travaillais pour les centres nationaux de recherche agricole en Sierra Leone, de nombreuses variétés de riz étaient mises sur le marché, mais elles étaient rarement voire pas du tout adoptées par les cultivateurs. Ce qui m'intrigua davantage fut de découvrir une variété de riz qui nous était inconnue, qu'ils appelaient Pa Trois Mois car elle mûrit en trois mois. Elle était devenue très populaire localement. Cette variété n'était pas issue de la recherche. Elle résultait probablement d'un croisement entre des variétés locales (*Oryza glaberrima*) et du matériel international à haut rendement (*Oryza sativa*). Ce fut une excellente raison de nous intéresser à la manière dont les agriculteurs manipulaient leurs graines et les sélectionnaient pour la campagne suivante. Dans plusieurs villages où des essais ont été menés, les paysans ont été invités à sélectionner des graines provenant d'un grand nombre de variétés locales, de nouvelles variétés mises au point à la Station de recherche sur le riz (RRS) en Sierra Leone et

Les paysans savent sélectionner le matériel végétal qui leur convient, même dans des milieux difficiles. Ils doivent cependant avoir accès à une diversité génétique venant tant de l'intérieur que de l'extérieur de leur communauté. Si leurs opinions sur ce qui est important en matière culturelle divergent de celles des sélectionneurs, l'association des uns et des autres dans des expériences de sélection est une bonne occasion pour les petits cultivateurs de participer à la recherche agricole.

combinaisons ont, pour des raisons de concurrence interne, de meilleurs rendements que les mêmes variétés plantées en monoculture. Les agriculteurs essaient aussi de synchroniser la floraison de ces combinaisons, permettant ainsi des croisements et par conséquent une récolte, même dans des conditions environnementales défavorables. Ainsi, Pa Trois Mois n'est probablement pas la seule variété qui ait pu résulter de ces combinaisons.

Ces cultivateurs font partie des populations les plus pauvres de la planète et travaillent dans

tions de recherche agricole sont implantées encouragent l'introduction de méthodes de sélection plus sophistiquées, de mélanges plus riches de variétés de riz et favorisent la création de nouveaux rapports socioculturels dans la gestion et la manipulation des graines.

Des innovations institutionnelles sont nécessaires

Reconnaître qu'il existe un savoir local et des différences culturelles est essentiel pour le développement et l'adoption de nouvelles variétés. Les sélectionneurs doivent commencer à en tenir compte en plus des phénomènes habituels d'interaction entre génotype et environnement. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui prétendent que les cultivateurs n'ont besoin que de quelques variétés nouvelles plus ou moins adaptées à leur milieu et mises au point selon un idéotype international standard, ni avec les populistes qui s'opposent aux premiers, convaincus que les paysans ont leurs propres idées et ressources génétiques et que, par conséquent, ils n'ont besoin ni d'aide ni de matériels extérieurs. Les programmes de recherche sur l'amélioration des plantes ne se sont intéressés aux variétés locales que dans le but d'introduire des gènes utiles dans les variétés à haut rendement bien établies. Ces programmes devraient intégrer les expériences de sélection des cultivateurs à tout un processus d'interaction entre agriculteurs et chercheurs pour les rapprocher mutuellement et créer une relation complémentaire à mon sens bien nécessaire.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.

“Les cultivateurs savent exactement ce qu'ils veulent”

d'introductions du Réseau international d'évaluation génétique du riz en Afrique (INGER-Afrique).

Les petits paysans aiment la variété

Nous avons remarqué qu'ils choisissaient les variétés internationales *sativa* mises sur le marché par INGER-Afrique aussi souvent que les variétés locales, mais qu'ils s'intéressaient moins aux nouvelles lignées du RRS. Les cultivateurs recherchent et apprécient le matériel exotique, non seulement pour la nouveauté qu'il représente mais pour l'apport complémentaire qu'il offre au matériel existant. On peut penser que les possibilités de sélection et de reproduction du matériel local ne sont pas encore épuisées, d'où le peu d'intérêt pour les variétés nouvelles. Les petits paysans aiment expérimenter de nombreuses variétés, et pas seulement celles à haut rendement. Certains, par exemple, plantent en interlignes des variétés anciennes (*O. glaberrima*) et des variétés nouvelles (*O. sativa*). Même sans engrais, ces

des conditions très difficiles dues à la guerre qui sévit dans leur pays. Mais ils savent exactement ce qu'ils veulent et expliquer les raisons de leurs choix. Ils s'entendent parfaitement entre eux sur leurs choix, même si ces derniers ne vont pas toujours dans le sens de ceux des chercheurs. Ils savent quelles sont les variétés qui conviennent à la pauvreté de leurs sols, lesquelles se conservent le mieux, ont le meilleur goût, donnent une sensation de satiété une fois ingérées, ou sont les plus résistantes aux ravageurs. Ils préfèrent semer des mélanges et vont jusqu'à planter cinq variétés différentes sur la même exploitation. Les grains de riz se conservent 18 mois, et les paysans peuvent procéder à des échanges entre parents, voisins, voire entre cultivateurs d'autres régions, notamment quand ils se déplacent et ont besoin de nouvelles graines. Ils cultivent le riz depuis des siècles mais la gestion des graines et des variétés varie énormément selon la région ou l'ethnie, car des facteurs historiques jouent aussi un rôle important. Le commerce interrégional et la proximité des villes où les ONG et les sta-